

La crise financière du Mozambique

Un pays modèle remis en cause



Tristan COLOMA

Leslie FAUVEL

Juillet 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-741-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Tristan Coloma et Leslie Fauvel, « La crise financière du Mozambique. Un pays modèle remis en cause », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Tristan Coloma est rédacteur en chef de *La Lettre de l'océan Indien*. Collaborateur du *Monde diplomatique* et ancien journaliste au *Monde*, il effectue de nombreux reportages et des enquêtes en Afrique subsaharienne. Il écrit par ailleurs des articles scientifiques sur les délocalisations industrielles asiatiques en Afrique, notamment pour l'International Institute of Social Studies de La Haye. Il réalisera prochainement son premier film documentaire sur les migrants africains en Chine pour Arte.

Leslie Fauvel est journaliste à *La Lettre de l'océan Indien* et *Africa Energy Intelligence*. Diplômée en géographie de Paris 1 Sorbonne et en sciences politiques de l'université Saint Joseph de Beyrouth (Liban), elle est actuellement amenée à enquêter sur les réseaux de pouvoir en Afrique de l'Est et sur les problématiques énergétiques du continent africain.

Sommaire

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| LES EMPRUNTS PAR LESQUELS LE SCANDALE EST ARRIVÉ | 6 |
| Qui a emprunté quoi ? | 6 |
| L'ombre des services secrets mozambicains derrière ces contrats..... | 8 |
| Jeux de dupes | 10 |
| L'IMPACT DES EMPRUNTS CACHÉS : DE LA « SUCCESS STORY » | |
| AUX SANCTIONS INTERNATIONALES..... | 13 |
| Une crise d'endettement..... | 13 |
| Double sanction du marché et des bailleurs..... | 15 |
| Économie fragile, impact durable..... | 16 |
| UNE STRATÉGIE DE SAUVETAGE À DOUBLE TRANCHANT ? | 18 |
| Un plan de restructuration de la dette en devenir | 18 |
| Les pays émergents : piège, mirage ou bouée de sauvetage ? | 19 |
| Le scandale économique rebattra-t-il les cartes | |
| de la politique nationale ? | 21 |
| La Renamo, bouc émissaire du Frelimo pour justifier les emprunts .. | 22 |
| Filipe Nyusi, un président en mal de légitimité | 23 |
| CONCLUSION | 25 |

Introduction

Avec une décennie de croissance économique supérieure à 7 % par an en moyenne¹ et un régime stable dominé par un seul parti (le Frente de Libertação de Moçambique, Frelimo) depuis la fin de la guerre civile en 1992, le Mozambique était présenté jusqu'à une date récente comme un des succès économiques du continent africain. Dirigés par d'anciens marxistes-léninistes convertis aux vertus du capitalisme sous l'égide des institutions de Bretton Woods et des bailleurs occidentaux, les gouvernants mozambicains ont privatisé 800 des 1 250 entreprises publiques entre 1989 et 1998. Et pour soutenir cet effort, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont accepté que 90 % des prêts qu'ils ont accordés à l'État afin de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) ne soient pas remboursés². La politique néolibérale a semblé porter ses fruits au début du XXI^e siècle et a même été renforcée par le destin avec la découverte d'énormes réserves de gaz au large des côtes mozambicaines (5,6 trillions de mètres cubes) au tournant des années 2010. La dynamique de l'économie mozambicaine devait être considérablement amplifiée par cette nouvelle source de richesse et le pays était présenté comme un nouvel eldorado africain pour les investisseurs étrangers³.

Mais plus de dix ans de *success story* économique ont soudainement été remis en cause en avril 2016 après les révélations d'emprunts de 2 milliards de dollars contractés dans le secret par les plus hautes instances du pays. La dissimulation très maladroite de ces emprunts a provoqué un scandale international et conduit le pays dans une crise financière du fait du brutal surendettement entraînant des réactions/sanctions immédiates du marché et des bailleurs. Derrière les entreprises publiques de droit privé ayant contracté ces emprunts, un même responsable : le Gestão de Investimentos, Participações e Serviços (GIPS), une émanation des renseignements mozambicains (SISE), dont la supervision revient au ministère de l'Intérieur. Ce scandale révèle les dessous du succès économique mozambicain : des privatisations opaques profitant à nombre

1. OCDE, PNUD, Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2016*, 2016.

2. J. Hanlon, « Do Donors Promote Corruption? The Case of Mozambique », *Third World Quarterly*, Carfax Publishing, vol. 25, n° 4, 2004, p. 747–763, courses.arch.vt.edu.

3. B. Augé, « Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique. Les prémices de deux expériences dissymétriques », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2016, www.ifri.org.

de dignitaires du régime⁴, tolérées par les institutions de Bretton Woods. Ainsi, en 1996, lorsqu'il était gouverneur de la Banque centrale, l'actuel ministre de l'Économie et des Finances, Adriano Maleiane, dubitatif quant à la privatisation des deux banques d'État, s'était vu répondre par les émissaires de la Banque mondiale et du FMI qu'une privatisation corrompue valait mieux que l'étatisation⁵. L'acceptation habituelle des dérives financières de l'*establishment* mozambicain a fini par le rendre trop confiant et l'a conduit à un montage financier qui remet en cause le modèle de croissance de son économie.

Pour sortir de l'impasse, un plan de restructuration de la dette est à l'étude avec le FMI et le gouvernement compte sur l'assistance de certains pays émergents. Si au niveau économique les vertus de cette stratégie restent à démontrer, au niveau politique le parti au pouvoir est clairement perdant en termes de crédibilité auprès des partenaires internationaux et de la population mozambicaine. Cette crise financière augmente nettement le degré d'incertitude à moyen et long termes et donc le risque politique du Mozambique. En décryptant les intérêts impliqués derrière ce scandale, cette note met en lumière la confusion des intérêts du pays et des intérêts privés de ses caciques.

4. Le cas de la privatisation de la Banco Popular de Desenvolvimento en 1997 où, Investor Ltd, une entreprise détenue par l'ex-ministre de l'Industrie Octavio Muthemba, en est un exemple flagrant. Voir « Panique à la Banco Austral », *La Lettre de l'océan Indien*, 14 avril 2001, www.africaintelligence.fr.

5. J. Hanlon, « Following the Donor-designed Path to Mozambique's \$2.2 Billion Secret Debt Deal », *Third World Quarterly*, 2016, www.open.ac.uk.

Les emprunts par lesquels le scandale est arrivé

Au début du mois d'avril 2016, le *Wall Street Journal*⁶ a révélé que l'État mozambicain avait contracté entre 2013 et 2014 deux prêts, de 622 et 535 millions de dollars, à l'insu des bailleurs internationaux et du Parlement. Ces deux emprunts contractés par les sociétés Proindicus et Mozambique Asset Management (MAM), s'ajoutent à celui de 850 millions de dollars contracté pour la société Empresa Moçambicana de Atum (Ematum) en 2013, celui-là ayant été porté à la connaissance du public la même année. Ces trois sociétés publiques de droit privé, principalement détenues par les services secrets mozambicains (ayant obtenu des garanties d'État pour ces emprunts), sont au cœur d'une vaste entreprise de dissimulation financière de certains dignitaires du régime. Les motifs avoués de ces prêts demeurent flous et peu crédibles, et l'utilisation des montants empruntés reste encore à déterminer, puisque les matériels militaires et navals acquis ne couvrent pas l'intégralité des emprunts.

Qui a emprunté quoi ?

La société Ematum, dont la raison sociale officielle est la pêche au thon, a été créée en août 2013. Un mois plus tard, la firme signe un contrat avec le chantier naval français basé à Cherbourg, Constructions mécaniques de Normandie (CMN), pour la livraison de 30 bateaux (24 chalutiers et 6 patrouilleurs) pour un montant de 200 millions de dollars. Le contrat est euphoriquement célébré en France où le président François Hollande, accompagné de pas moins de trois ministres – Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif), Bernard Cazeneuve (ministre du Budget) et Nicole Bricq (ministre du Commerce extérieur) – se déplacent à Cherbourg pour consacrer une victoire de la diplomatie économique française aux côtés du ministre mozambicain de l'Économie, Manuel Chang, et de l'homme d'affaires franco-libanais Iskandar Safa. Ce dernier est le propriétaire des CMN, et sa *holding* basée à Beyrouth, Privinvest, est

6. M. Wirz et J. Wernau, « Tuna and Gunships: How \$850 Million in Bonds Went Bad in Mozambique », *Wall Street Journal*, 3 avril 2016, www.wsj.com.

spécialisée dans la livraison de matériel militaire naval⁷ et n'a pas construit de navire de pêche au thon depuis 1989.

Très vite, il apparaît que le montant des emprunts dépasse le montant de ce marché. Alors que le montant de ce contrat est de 200 millions de dollars, l'État mozambicain a contracté un premier emprunt de 500 millions de dollars auprès du Crédit suisse et de BNP Paribas⁸ ainsi qu'un second de 350 millions de dollars auprès de la banque russe VTB. Par conséquent, 650 millions de dollars manquent à l'appel. Car si ces prêts ont été contractés sans que le Parlement mozambicain en soit informé, les obligations émises ont rapidement été rendues publiques et les navires livrés. En effet, en mai 2015, l'ensemble des chalutiers ont été livrés à Maputo.

Créé en janvier 2013, Proindicus a pour mission initiale « la conception, le financement, la mise en place et la gestion de systèmes intégrés de sécurité aérienne, spatiale, maritime, lacustre, fluviale et terrestre ; la prestation de services dans le domaine de la sécurisation d'infrastructures⁹ ». Dès février 2013, la firme contracte son emprunt de 622 millions de dollars auprès du Crédit suisse et de VTB. De son côté, MAM est enregistré en avril 2014 et emprunte un mois plus tard 535 millions de dollars à VTB. La firme est censée fournir « des services multiformes dans les domaines pétrolier, minier, portuaire y compris l'exploration, la représentation, la commercialisation et l'import-export¹⁰ ». Les révélations du *Wall Street Journal* du 3 avril 2016 ont pour conséquence immédiate l'annulation d'une mission du FMI à Maputo et le gel de l'aide internationale au Mozambique.

7. Intelligence Online, « Iskandar Safa. Des réseaux en eaux profondes », 2 juillet 2013 www.intelligenceonline.fr.

8. Les banques privées – Crédit suisse, BNP Paribas et VTB Capital – qui ont octroyé des prêts au Mozambique ont précédemment été au cœur de scandales financiers, comme le dénonce le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. En 2015, VTB a mis aux enchères l'opérateur bulgare de télécoms Vivacom. La banque publique russe avait préalablement accordé un prêt de 150 millions d'euros à InterV, une société de la Holding Vivacom enregistrée au Luxembourg. Or InterV ne parvenant pas à trouver de nouveaux investisseurs pour sauver Vivacom – son garant –, VTB a récupéré Vivacom et l'a vendu (détails sur : www.emprenoventures.com). De son côté, le Crédit suisse était en 2015 en litige avec les États-Unis pour une fraude fiscale, des manipulations du marché et d'actifs toxiques. Finalement, la banque helvète a conclu un règlement avec les autorités américaines pour 2,6 milliards de dollars (www.justice.gov). Un autre de 2,8 milliards de dollars a été convenu à titre de compensation pour les consommateurs qui ont perdu de l'argent dans l'escroquerie (www.zonebourse.com). Enfin, BNP Paribas a été poursuivie par un lanceur d'alertes que la banque avait licencié durant une enquête sur son implication dans des manipulations de taux de change en 2016. En 2014, BNP Paribas a reçu une amende de 9 milliards de dollars pour avoir violé l'embargo américain contre Cuba, l'Iran et le Soudan (www.reuters.com).

9. Mozambique, *Boletins da Republica*, 8 janvier 2013.

10. Mozambique, *Boletins da Republica*, 10 avril 2014.

De nombreuses questions agitent alors la communauté internationale mais aussi les milieux politiques mozambicains, y compris au sein du Frelimo dont la majorité des membres ignorait tout de ces emprunts dissimulés.

L'ombre des services secrets mozambicains derrière ces contrats

Ematum, Proindicus et MAM ont pour dénominateur commun un même actionnaire, le Gestao de Investimentos, Participações e Serviços (GIPS), une émanation du SERSSE, les services sociaux du Serviço de Informações e Segurança do Estado (SISE), l'organe de renseignement mozambicain. Le SISE, créé en 1991, dépend directement du ministère de l'Intérieur, lequel a également bénéficié d'un prêt d'origine encore inconnu de 221,4 millions de dollars pour la période 2009-2014. Ces montages sont particulièrement lisibles grâce au graphique élaboré par Africa Confidential¹¹.

Le GIPS détient 33 % d'Ematum, dont les autres actionnaires sont l'Instituto de Gestao das Participações do Estado (IGEPE, qui dépend du ministère de l'Économie et des Finances) à hauteur de 34 %, et l'entreprise étatique de pêche Emopesca (33 %). Proindicus, dont le GIPS détient 50 %, a pour second actionnaire Monte Binga, une société fondée au milieu des années 1990 par le ministère mozambicain de la Défense. Enfin, MAM est également détenu par le GIPS (98 %) ainsi que par Ematum (1 %) et Proindicus (1 %).

Le directeur général des trois sociétés est António Carlos do Rosário, un fonctionnaire du SISE qui a fondé en 2010 une firme de conseil et d'investissement, Jociro internacional, en partenariat avec Angela Diniz Buque Leão, qui n'est autre que l'épouse de Grégorio Leão José de Barros, qui a été directeur général du SISE entre 2005 et 2017¹². Nommé par le président de l'époque Armando Guebuza, Grégorio Leão a finalement été limogé par l'actuel chef de l'État, Filipe Nyusi, qui tente tant bien que mal de donner des gages aux bailleurs internationaux depuis que le scandale des prêts a éclaté. Grégorio Leão José de Barros, originaire du centre du pays, était avant cela ambassadeur au Portugal et avait été auparavant conseiller pour les affaires extérieures du président Joaquim Chissano.

11. « Secret Security Debts Devastate Economy Africa Confidential », 13 mai 2016, www.africa-confidential.com.

12. « Les services secrets dans l'ombre du scandale des emprunts cachés », *La Lettre de l'Océan Indien*, 6 mai 2016, www.africaintelligence.fr.

Cherchant à tout prix à prendre ses distances avec le régime de Guebuza, dont il a pourtant été ministre de la Défense entre 2008 et 2014, Filipe Nyusi a nommé en début d'année à la tête du SISE l'un de ses fidèles soutiens, le général à la retraite Ladis « Lagos » Lidimu. Ce dernier, originaire du nord du pays comme Filipe Nyusi (province de Cabo Delgado), appartient comme lui à l'ethnie Maconde. Cet ancien chef d'État-major qui a participé à la lutte pour l'indépendance du pays (1964-1975) dispose d'intérêts commerciaux variés, tout comme d'autres caciques du Frelimo. Leurs liens se nouent au sein de plusieurs sociétés, la plus notable étant Quionga Energia. Fondée en 2013 dans le but de commercialiser le gaz naturel qui devrait être produit à partir du bassin de Rovuma d'ici 2020, cette firme a pour coactionnaires, outre Lagos Lidimu, l'actuel ministre de la Défense, Salvador Mtumuke, l'ancien ministre des Finances Abdul Magid Osman, et les ex-généraux Alberto Chipande et Raimundo Pachinuapa¹³.

La présence des services secrets mozambicains derrière Ematum, Proindicus et MAM brouille l'objectif premier de ces sociétés et suggère une vaste entreprise d'acquisition de matériel militaire. En effet, une partie du matériel de sécurité maritime acquis par Ematum (intercepteurs, radars, patrouilleurs, etc.) a été dans la foulée de sa réception allouée au ministère de la Défense, alors occupé par Filipe Nyusi, au ministère de l'Intérieur et à Proindicus¹⁴. De même, 500 millions de dollars, sur les 850 millions empruntés par Ematum, ont été transférés au ministère de la Défense. Lorsque Nyusi est arrivé au pouvoir, il a nommé Atanasio Salvador Mtumuke au ministère de la Défense. Avant sa nomination, Mtumuke était depuis 1996 inspecteur général de ce même ministère, tandis que Nyusi était lui-même ministre de la Défense entre 2008 et 2015. Il semble très peu probable que ni l'un ni l'autre n'aient été au courant de ces prêts et de ces achats militaires. Pourtant, Mtumuke n'a pas hésité à déclarer à la commission parlementaire que le ministère de la Défense n'avait pas été consulté et que, si cela avait été le cas, le matériel acquis aurait été différent et de meilleure qualité. Mtumuke et Nyusi sont proches depuis de longues années, tous deux étant des Macondes originaires de Cabo Delgado. Le ministre de la Défense est aussi associé en affaires avec d'autres pontes du Frelimo qui forment la garde rapprochée de Filipe Nyusi, comme Alberto Chipande et Lagos Lidimu, qui est, rappelons-le, le nouveau patron des services de renseignement mozambicains.

13. « Les alliés nordistes du président Filipe Nyusi à l'affût des bonnes affaires », *La Lettre de l'océan Indien*, 16 février 2017, www.africaintelligence.fr.

14. J. Hanlon, « Mozambique News Reports & Clippings », 13 février 2017, p. 4, www.open.ac.uk.

Jeux de dupes

Face à l'écho international et national du scandale, un rapport d'enquête parlementaire¹⁵ a été diligenté et présenté en décembre 2016 aux députés mozambicains après les auditions de l'ex-président Armando Guebuza, de l'ancien ministre des Finances Manuel Chang ainsi que d'Antonio Carlos do Rosario. Un seul député d'opposition, Venancio Mondlane du parti Mozambique Democratic Movement,¹⁶ faisait partie de cette commission d'enquête. Il est le seul à avoir réclamé d'interroger le président Filipe Nyusi, mais ses demandes sont restées lettres mortes.

Ce rapport a révélé que l'acquisition de ce matériel n'était pas destinée à la pêche mais avait une visée militaire et que les prêts ont été dissimulés à dessein. Armando Guebuza, Manuel Chang et Antonio Carlos do Rosario ont ainsi reconnu qu'ils avaient conscience que ces emprunts requéraient des garanties d'État qu'ils ont autorisées sans en informer le conseil des ministres, la banque centrale, le procureur général (dont l'avis juridique est en général sollicité lorsque l'État contracte des prêts *via* le Trésor) et le FMI. Armando Guebuza a justifié la dissimulation de ces opérations par le fait que la finalité de ces prêts était stratégique-militaire et tombait donc sous le sceau de la confidentialité¹⁷. Selon les auditionnés, ces prêts visaient à doter le pays de matériel de sécurité pour faire face à des menaces telles que la piraterie maritime, l'immigration illégale, le trafic de drogue ou encore la pêche illégale en mettant sur pied une unité de garde-côtes. Initialement, l'idée était d'emprunter directement 2 milliards de dollars *via* Proindicus, mais devant les réticences des banques d'accorder à la firme de telles sommes, le SISE, et donc le ministère de l'Intérieur ainsi que la présidence, ont créé Ematum. Antonio Carlos do Rosario a ainsi déclaré à la commission parlementaire : « Bien sûr, nous ne pouvions pas dire aux banques ou à quiconque que la pêche n'était pas l'objectif unique d'Ematum¹⁸. » Aussi, l'étonnante mansuétude des banques ouvre la question des garanties de remboursement que le gouvernement mozambicain leur a donné. Mais à l'heure actuelle, aucune information à ce sujet n'est disponible.

15. Mozambique Government Documents, Parliamentary Debt Commission Report, www.open.ac.uk.

16. En termes de poids politique, le MDM est le troisième parti du pays. Sur la structure du paysage politique mozambicain, lire S. Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique: Ghosts from the Past and Brakes to Peaceful Democracy », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2017, www.ifri.org.

17. J. Hanlon, « Mozambique News Reports & Clippings », 11 décembre 2016 www.open.ac.uk.

18. J. Hanlon, « Mozambique News Reports & Clippings », 13 février 2017, p. 3, www.open.ac.uk.

Outre la claire volonté de dissimuler aux banques l'utilisation réelle de l'argent emprunté afin d'obtenir les prêts, le rapport de la commission révèle un autre point intéressant : le matériel acquis, tant militaire que celui dédié à la pêche, est en réalité inadéquat. De l'aveu même de l'actuel ministre de la Défense, Atanasio Salvador Mtumuke, les navires achetés sont inadaptés pour la haute mer, ce qui limite considérablement les possibilités de navigation, et depuis leur livraison ils stationnent dans les bases navales mozambicaines.

Afin de rembourser leurs emprunts, les trois sociétés devaient dégager des bénéfices de leurs activités. Alors que Proindicus avait pour objectif de dégager des revenus grâce à ses activités de sécurité maritime destinées en particulier aux sociétés pétrolières qui font de la prospection *offshore* dans le bassin de Rovuma au nord du pays, aucun contrat n'a été signé. Lesdites sociétés, comme Anadarko et ENI, n'ont jamais eu l'intention de faire appel à Proindicus pour sécuriser leurs activités en mer. On peut malgré tout imaginer que les dirigeants mozambicains auraient trouvé les moyens de ne pas leur laisser le choix du prestataire dans ce domaine. De son côté, Ematum qui était censé pêcher 20 000 tonnes de thon par an n'a en réalité jamais dépassé les 200 tonnes et a été inactive pendant la majeure partie de l'année 2016. Quant à MAM, qui opère un chantier naval à Pemba, dans le nord (Cabo Delgado), les sociétés pétrolières refusent de lui confier la réparation ou l'entretien de leurs embarcations du fait du scandale qui a éclaboussé la firme avec les révélations des emprunts cachés. Le ministre des Finances, Adriano Afonso Maleiane, a très simplement déclaré à la commission parlementaire que « les sociétés [Ematum, MAM, Proindicus] n'avaient pas de business plan ». Un aveu qui résume finalement assez bien le montage de cette opération financière alors que les acteurs de cette affaire se défont de toute responsabilité individuelle et prétendent avoir agi pour la sécurité nationale.

Pour le gouvernement mozambicain actuel, malgré le scandale Ematum, Proindicus et MAM, l'heure ne semble pas encore venue d'exiger plus de transparence de la part du GIPS – actionnaire des sociétés ayant contracté les emprunts cachés. Au contraire, ayant perdu la confiance des banques occidentales et des bailleurs du Nord, le gouvernement mozambicain, dans sa stratégie de jeux d'influence entre les puissances étrangères, a fait appel à un nouvel acteur : la Corée du Sud. En effet, fin 2016, le GIPS a créé GG Mozambique Group. Celui-ci a pour objet officiel la prestation de services dans les secteurs de la sécurité mais aussi de l'agriculture, du tourisme et de l'immobilier. Le GIPS a pour associés des partenaires spécialisés dans la sécurité privée : la firme sud-coréenne GIG Korea Corporation et le coréen Choi Seung-gab. La GIG Korea Corporation

est une filiale de GIG Group (Global Intelligence Group) – situé à Séoul et présidé par Choi Seung-gab – elle est spécialisée dans la fourniture d'équipements de sécurité (détecteurs de métaux, scanners, etc.). Outre la Corée du Sud, le GIG Group est également actif au Moyen-Orient notamment, où il a assuré un temps la sécurité de la famille royale jordanienne. En plus de la sécurité, le GIG Group est présent dans les secteurs de la défense, de la construction et de l'énergie. Avant GG Mozambique Group, la maison mère avait créé en janvier 2015 une autre firme dans le pays, G-Root, spécialisée dans le secteur minier et établie à Tete, où les activités extractives battent leur plein¹⁹.

19. « De nouveaux alliés coréens pour les services secrets », *La Lettre de l'océan Indien*, 13 janvier 2017, www.africaintelligence.fr.

L'impact des emprunts cachés : de la *success story* aux sanctions internationales

Alors que le Mozambique faisait figure de *success story* économique dans les cercles internationaux et qu'il caracolait en tête des pays africains pour les investissements directs étrangers, le 16 janvier 2017, le gouvernement a annoncé un défaut de paiement : « Le ministère de l'Économie et des Finances du Mozambique souhaite informer les détenteurs des 726,5 millions de dollars de titres [...] émis par la République, que le paiement d'intérêts d'une valeur de 59,7 millions de dollars dus le 18 janvier ne sera pas honoré²⁰. » Dans ce même document, le ministère rappelle qu'il a déjà alerté en octobre 2016 ses créanciers de la « détérioration de la situation macroéconomique et budgétaire » du Mozambique.

Une crise d'endettement

Grâce à l'aide des bailleurs, le Mozambique s'était relevé de 15 années de guerre civile en maintenant une croissance de 7 % par an en moyenne de 1994 à 2014, une inflation globalement contrôlée et un endettement extérieur *a priori* maîtrisé grâce à des annulations de dettes de la part du FMI et du G8 en 2005-2006, puis de la Chine en 2007. Ces opérations avaient ainsi ramené le ratio de dette publique à 36,6 % du PIB en 2007²¹.

En dehors des prêts secrets, entre 2006 et 2015, la dette a presque triplé, passant de 3,5 milliards de dollars à 10 milliards de dollars. De plus, la dette privée a été multipliée par huit, passant de 300 millions de dollars à 2,4 milliards de dollars. Or, la dette privée – plus chère, de court terme et plus difficile à renégocier – a crû 13 fois plus rapidement que le PIB pour atteindre 34 % de la dette publique totale. En 2015, la dette publique « connue » – c'est-à-dire sans les emprunts cachés – équivalait à 67 % du

20. « Le Mozambique en défaut de paiement », *La Croix*, 16 janvier 2017, www.la-croix.com.

21. Présentation du Mozambique, France Diplomatie, www.diplomatie.gouv.fr.

PIB, donc un ratio en deçà des limites macro-économiques conseillées par le FMI²².

Les prêts cachés – équivalant à plus de 2 milliards de dollars – ont tous été contractés sous forme d'emprunts commerciaux. L'encours total de la dette du Mozambique a fait un bond considérable car il s'élève maintenant à plus de 12,4 milliards de dollars, soit 95 % du PIB en 2016 (contre 40 % en 2012 et 67 % en 2015). Il est désormais constitué à 70 % d'emprunts commerciaux établis par des banques étrangères. Or, le montant des importations croît pour favoriser le développement économique alors que les revenus d'exportations se contractent, notamment du fait du recul du prix des matières premières. De plus, la spéculation sur la dette s'intensifie. La dette publique intérieure, financée avant tout par la vente d'obligations à taux d'intérêt élevés, contribue à rendre le système financier national plus vulnérable à la spéculation.

De plus, comme le révèle l'enquête des députés mozambicains, les projets de Proindicus, MAM et Ematum n'avaient en aucune manière la « capacité économique d'amortir ces prêts » et Antonio Carlos do Rosario a admis que les « études de faisabilité étaient très optimistes²³ ». Les retours sur investissements des activités qu'elles devaient développer se font à long terme alors que les prêts n'étaient pas concessionnels mais commerciaux. Aussi, la restructuration de la dette d'Ematum va repousser le début du remboursement du capital à 2023, mais en augmentera de fait les taux d'intérêt. Entre 2015 et 2023, l'État aura la charge de rembourser 1,4 milliard de dollars en intérêts et en capital – sans compter les 20 millions de dollars de déficit opérationnel d'Ematum en 2015. En 2021, l'État devra mobiliser 1,4 milliard de dollars pour rembourser les prêts de Proindicus et MAM. Il convient de noter qu'en 2017 le budget national est d'environ 3,6 milliards de dollars²⁴.

Le montant de la dette cachée par le régime est actuellement impossible à évaluer précisément. D'une part, la possibilité que d'autres prêts aient été contractés n'est pas exclue ; d'autre part, le ministère des Finances est soupçonné de ne pas avoir fourni toutes les informations aux institutions internationales. Aussi l'image de bon élève du FMI est définitivement remise en cause.

22. C. Castel-Branco et F. Massarongo, « Mozambique's Secret Debt: The Impact on the Structure of the Debt and the Economic Consequences », IESE 16 juin 2016, www.iese.ac.mz.

23. J. Hanlon, « Mozambique News Reports & Clippings », 11 décembre 2016 www.open.ac.uk.

24. « 2017 Draft Budget: Govt predicts 5.5% Growth, Inflation Slowdown, Rise in FDI – Mozambique », Club of Mozambique, 15 octobre 2016, clubofmozambique.com.

Double sanction du marché et des bailleurs

En 2016, la monnaie nationale, le metical, a perdu 70 % de sa valeur face au dollar et l'inflation a atteint 25,26 % en 2016²⁵ avec des estimations à plus de 23 % pour 2017. La note souveraine du pays a été dégradée le 16 février 2017. Deux agences de notation ont exprimé des doutes sur la capacité du Mozambique à maîtriser le comportement de l'emprunt obligataire émis il y a trois ans. Moody's a dégradé la note du Mozambique de B2 à B3 tout en indiquant qu'il n'excluait pas une dégradation ultérieure. De même, Standard & Poor's a fait passer Maputo de B- à CC. Ceci implique que les deux agences estiment que la dette mozambicaine est « extrêmement spéculative ».

Cette affaire a brisé la confiance des bailleurs alors que l'aide directe au budget de l'État représentait un engagement de 467 millions de dollars en 2016, soit près de 12 % du budget national. En conséquence, le FMI a suspendu son programme adopté en décembre 2015 – tout comme la Banque mondiale. Les principaux bailleurs qui forment le G14 (c'est-à-dire 10 pays européens ainsi que l'Union européenne, la Banque mondiale, le Canada et la Banque africaine de développement) ont suspendu leur aide budgétaire²⁶. De leurs côtés, le Royaume-Uni et la Suisse enquêtent sur l'affaire²⁷.

Dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (2014-2020), l'aide européenne pour le Mozambique s'élève à 734 millions d'euros, ce qui en fait l'enveloppe nationale la plus importante après celle de l'Éthiopie²⁸. Mais le scandale des prêts cachés a pris l'UE à contre-pied. Avec une partie de ces fonds, elle souhaite désormais mettre l'accent sur le renforcement de l'État de droit : la justice, les processus électoraux, la nécessité de juridictions distinctes pour les conflits commerciaux et pour les conflits administratifs, ainsi que la lutte contre la corruption. Aussi, depuis qu'a éclaté le scandale des prêts cachés, l'UE a suspendu sa coopération avec le Mozambique tout comme les États-Unis²⁹.

25. « Prices Rise by 25.26% in Mozambique in 2016 », MACAUHUB, 10 janvier 2017, www.macauhub.com.mo.

26. « UK Joins IMF and World Bank to Cut Mozambique Aid », *BBC*, 28 avril 2016, www.bbc.com.

27. Les autorités suisses enquêtent sur Crédit suisse, une des banques à avoir accordé les prêts, tandis que le Royaume-Uni s'intéresse au Crédit suisse et à VTB pour leurs activités à la City : uk.reuters.com.

28. « L'UE annonce un nouveau soutien en faveur du Mozambique », UE, communiqué de presse, 26 novembre 2015.

29. « EU among Donor Groups Suspending Aid to Mozambique over Hidden Debt », Euractiv, 4 mai 2016, www.euractiv.com et clubofmozambique.com.

Économie fragile, impact durable

Alors que certains estiment que cette crise d'endettement sera éphémère en raison de l'ampleur des ressources naturelles du pays, elle a eu un impact immédiat sur l'économie³⁰ et surtout elle vient accentuer les fragilités de la structure socio-économique du Mozambique.

Selon le PNUD, le Mozambique fait partie des pays les moins développés : il occupe la place 181^e sur 188 au classement de l'indice de développement humain³¹. Toujours selon le PNUD, les Mozambicains sont en moyenne scolarisés 3,5 années et ont une espérance de vie de 55,5 ans. Le taux de pauvreté atteint 70,2 % de la population.

La grande vulnérabilité de l'économie mozambicaine est sa dépendance au secteur extractif. L'agriculture emploie 80 % de la population active mais ne représente que 29 % du PIB avec une croissance faible et seulement 12 % des terres arables exploitées. Le potentiel touristique est important et les revenus du secteur progressent chaque année (+ 46 % sur les trois dernières années). Mais à l'instar de l'agriculture ce secteur est sous-exploité. Les autorités misent essentiellement sur les ressources naturelles avec la manne que constituent le gisement de charbon de Moatize – dont l'exportation de la production a commencé en septembre 2011 – et à l'horizon 2023 celle du gaz naturel – qui serait la troisième réserve du monde et pourrait permettre un quadruplement du PIB. Ceci étant, le financement d'infrastructures et les prises de participation aux projets de mise en valeur des ressources naturelles par l'État ont creusé le déficit budgétaire (2,9 % du PIB en 2013, contre 11,1 % en 2015³²). Les investissements nécessaires au développement du secteur gazier atteignent largement plus de 50 milliards de dollars, soit trois fois le PIB du pays. Ces dépenses, principalement en infrastructures, ne seront pas uniquement prises en charge par les acteurs privés comme ENI, Exxon Mobil Corp et Anadarko Petroleum Corp. Et ce, alors que le pays est d'ores et déjà en défaut de paiement.

Dans ce contexte, la croissance de l'économie mozambicaine ralentit. Elle a enregistré une croissance de seulement 3,3 % en 2016 selon les données préliminaires de l'Instituto Nacional de Estatística³³, et les

30. « Mozambique : la croissance économique tombe à 4 % au premier semestre 2016 », *Afrique Expansion*, 11 août 2016.

31. « Mozambique: EU Will Continue Projects despite Withholding Aid », Club of Mozambique, 19 mai 2016, hdr.undp.org.

32. « Mozambique Government Budget 2000-2017 », *Trading Economics*, www.tradingeconomics.com.

33. www.ine.gov.mz.

projections³⁴ laissent présager un léger rebond de la croissance à 4,2 % en 2017. Cette embellie sera purement conjoncturelle puisqu'elle est avant tout liée à un raffermissement précaire des cours des matières premières sur les marchés internationaux et à un renforcement de la demande indienne, cible principale des exportations mozambicaines. De même, la dynamique des investissements directs étrangers (IDE) s'affaïsse. Le directeur du Mozambique Investment Promotion Center, Lourenço Sambo, a tiré la sonnette d'alarme sur le fait que le volume d'IDE chute régulièrement depuis 2015. Alors qu'en 2014, il atteignait 7 milliards de dollars, il est tombé à 1,3 milliard de dollars en 2015 et aurait continué de baisser depuis³⁵.

34. « Mozambique », Fiche pays de *The Economist*, country.eiu.com/mozambique.

35. « Mozambique Expects Decline in Foreign Direct Investment in 2016 », *Macahub*, 20 avril 2016, www.macaclub.com.

Une stratégie de sauvetage à double tranchant ?

Les autorités mozambicaines sont sur tous les fronts pour tenter de résoudre cette crise d'endettement. Outre un plan de restructuration de la dette en voie d'être approuvé par le FMI, elles se tournent aussi vers les puissances émergentes. Toutefois, la question se pose de savoir si leur stratégie de sauvetage à court terme n'aboutira pas à des pertes de souveraineté économique du Mozambique à moyen, voire long terme.

Un plan de restructuration de la dette en devenir

Au début du mois de février 2017, *The Africa Monitor* révélait que le FMI avait approuvé la proposition du régime pour restructurer sa dette hors prêts cachés, permettant ainsi au gouvernement d'espérer une levée de la suspension d'aide des bailleurs multilatéraux et bilatéraux d'ici la fin de l'année 2017. Le FMI a posé plusieurs conditions pour accepter les propositions du gouvernement mozambicain. Tout d'abord, il doit s'engager dans un plan d'ajustement structurel qui inclura des mesures d'austérité, des privatisations et une réforme fiscale. Le gouvernement devra par ailleurs respecter les clauses du *Policy Support Instrument* qui vise à encadrer par le FMI les réformes économiques et participer activement à un audit de ses prêts cachés par la société Kroll. Mandatée par le FMI pour enquêter sur ces prêts, celle-ci était initialement censée rendre son rapport en février 2017. Depuis cette date, l'auditeur a réclamé et obtenu une extension de son délai qui court désormais jusqu'à fin mai. Ultime condition, le gouvernement mozambicain devra progresser dans les négociations avec les créanciers privés.

Aussi, la restructuration de la dette hors prêts cachés induira des mesures d'austérité pour un pays à la population déjà très pauvre et ce pour une durée conditionnée par la mise sur le marché des ressources gazières qui interviendra au mieux en 2023. Cette production qui est encore hypothétique risque d'être gagée pour le désendettement avant même le début de son exploitation.

Les pays émergents : piège, mirage ou bouée de sauvetage ?

Les dirigeants mozambicains, sanctionnés par les bailleurs traditionnels et voyant le centre de gravité des pouvoirs politiques et financiers se déplacer dans le monde, font désormais appel à de nouveaux partenaires tels que la Turquie, la Chine et l'Inde.

La Chine, qui avait noué des liens privilégiés avec le Frelimo dès l'époque de la guerre de libération, a développé ses investissements dans de nombreux secteurs ces dernières années (transports, agriculture, pêche, exploitation forestière, BTP, exploration minière et pétrolière, énergie³⁶) et Maputo compte sur Pékin pour endiguer la fuite de capitaux liée à la crise de la dette.

En mai 2016, à peine quelques jours après la visite à Maputo du président portugais, Marcelo Rebelo de Sousa, pour annoncer à son homologue mozambicain la suspension des aides du G14, l'ambassadeur chinois au Mozambique, Sun Jian, annonçait au vice-ministre mozambicain des Affaires étrangères que son pays offrirait une aide de 16 millions de dollars. Quelques jours plus tard, Filipe Nyusi s'envolait pour Pékin pour négocier le *Global Strategic Partnership and Cooperation Agreement*. Cet accord a pour but de renforcer les coopérations politique, sécuritaire, économique et commerciale entre la Chine et le Mozambique. Le gouvernement chinois s'est engagé à promouvoir le Mozambique auprès de ses entreprises pour dynamiser les secteurs agricoles, des infrastructures et manufacturiers. En partenariat avec Maputo, Pékin a promis de développer une zone économique spéciale au Mozambique et à mettre en place une coopération entre l'Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH), la compagnie nationale pétrolière, et China National Petroleum Corporation (CNPC). Loin d'être une coïncidence, la concordance de ces temps est une stratégie de la part du président mozambicain pour tenter de négocier un effacement partiel de la dette et/ou le rétablissement des aides du G14 et des Occidentaux. En fait, le gouvernement mozambicain attend que les dollars chinois affluent en échange de la vente de sociétés d'État et/ou des parts de l'État dans l'exploitation de ressources naturelles comme le gaz.

De son côté, l'Inde, si elle reste un partenaire économique historique majeur pour le Mozambique, n'est pas le grand acteur économique et financier qu'est la Chine. Si ni Maputo ni New Delhi n'ont compilé de

36. C. Alden et S. Chichava, *China and Mozambique: From Comrades to Capitalists*, Johannesburg, Jacana, 2014.

données sur les échanges entre les deux pays, le ministre indien du Pétrole, Dharmendra Pradhan, a indiqué en 2015 que les entreprises publiques indiennes dans le pétrole et le gaz avaient déjà investi 6 milliards de dollars dans les champs gaziers de Rovuma et qu'elles investiraient à nouveau 6 milliards de dollars d'ici 2019. Mais l'Inde concentre principalement ses intérêts dans le secteur privé et le Premier ministre, Narendra Modi, en visite officielle à Maputo en juillet 2016, était accompagné d'une importante délégation d'entrepreneurs. Il est pour l'heure difficile d'en mesurer les résultats.

Enfin, un nouvel acteur tente de trouver sa place : la Turquie. Dans le cadre de son offensive diplomatico-économique en Afrique³⁷, en janvier 2017, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu en visite officielle à Maputo où il a signé des accords commerciaux et économiques avec le président Nyusi. Dans son discours au Forum des affaires entre la Turquie et le Mozambique, Recep Tayyip Erdogan a souligné le potentiel de développement des relations économiques et commerciales bilatérales entre les deux pays. Au cours de la visite, le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu aurait d'ailleurs signé des protocoles d'accord sur le commerce et l'économie, les investissements, la culture et le tourisme³⁸.

Les puissances émergentes ciblent le Mozambique comme un partenaire commercial en devenir, mais sans lui fournir d'aides budgétaires. Les prêts non concessionnels (courte période de remboursement, pas de période de grâce, taux non modérés) des banques de ces pays – notamment pour le financement des grands chantiers d'infrastructures – risquent d'avoir un impact important sur la dette extérieure du Mozambique. S'ils ne parviennent pas à rembourser à temps ces prêts, des *debt equity swaps* auront lieu. Dans un tel cas, les créanciers récupéreront les parts de l'État créditeur dans les *joint-ventures* qu'ils ont financées en échange de l'effacement des dettes et celui-ci perdra ses actifs. La quête de nouveaux bailleurs au Sud par le gouvernement mozambicain peut conduire à un soulagement de court terme mais aussi à un accroissement de son endettement à long terme et à une perte de souveraineté sur ses ressources naturelles. Plus inquiétant encore, cette crise a des conséquences politiques internes indéniables.

37. Dès 1998, le gouvernement turc a développé un Plan d'action pour l'Afrique. En 2005, la Turquie a obtenu le statut d'observateur – avant de devenir un partenaire stratégique – de l'Union africaine, et elle est par ailleurs un membre non régional de la Banque africaine de développement.

38. « Turkey Ready to Share Its Know-How with Africa: Erdogan, Agence Anadolu », *Agence Anadolu*, 24 janvier 2017, aa.com.tr.

Le scandale économique rebattra-t-il les cartes de la politique nationale ?

Le programme d'acquisition de matériel militaire financé – du moins en partie puisque l'on ne sait toujours pas où est passée la majeure partie des 2 milliards de prêts – par les emprunts secrets a été justifié par les officiels mozambicains par la nécessité de lutter contre les trafics et la piraterie qui sévissent au large des côtes du pays. Cependant, le Frelimo, au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975, a un autre ennemi, interne celui-là : la Resistência Nacional Moçambicana (Renamo), le deuxième parti politique du pays dont le leader est Afonso Dhlakama. Après une guerre civile entre les deux partis qui a fait près d'un million de morts entre 1976 et 1992, ces dernières années ont vu un regain de tension et des affrontements armés sporadiques reprendre de 2013 à la fin de 2016³⁹. Bien que les emprunts aient servi à acquérir du matériel militaire naval, et semblent donc peu utiles pour mater la Renamo, le fait qu'une grande partie des sommes contactées se soit évaporée laisse penser qu'elles ont aussi pu servir au Frelimo à renforcer ses capacités militaires terrestres pour en finir avec la Renamo.

Mais c'est en fait l'effet inverse qui s'est produit : la révélation des emprunts cachés a contribué aux négociations entre les deux frères ennemis de la politique mozambicaine. Par ailleurs, la volonté évidente de l'actuel président Filipe Nyusi de faire porter la responsabilité des emprunts secrets à son prédécesseur, Armando Guebuza, n'est pas sans conséquences sur l'unité du Frelimo qui pourrait ne pas ressortir indemne de ce scandale, tant de manière interne que vis-à-vis de son électorat. Pour autant, les appels à manifester avec pour mot d'ordre « Stop à la corruption » ont jusque-là été contenus par les démonstrations de force de l'appareil sécuritaire⁴⁰ et, depuis fin avril 2016, le mécontentement populaire n'a pas fait descendre les Mozambicains dans la rue.

39. Sur la reprise des violences entre le gouvernement et la Renamo, lire S. Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique », *op. cit.* [16].

40. « Mozambique Boosts Security in Capital over Demonstration Fears », *Reuters*, 28 avril 2016, www.reuters.com.

La Renamo, bouc émissaire du Frelimo pour justifier les emprunts

Afin de justifier la dissimulation de ces emprunts, le Premier ministre, Carlos Agostinho do Rosário, a affirmé le 28 avril 2016 que la Renamo mettait le pays dans une situation particulièrement difficile, ce qui explique que le parlement n'ait pas été informé de ces prêts. 89 députés de la Renamo, contre 51 lors de la législature précédente, siègent au Parlement, contre 144 députés du Frelimo et 17 du Mozambique Democratic Movement (MDM). Le conflit armé entre le Frelimo et la Renamo, sous-jacent, a repris en 2012, lorsque les forces de police ont encerclé la résidence d'Afonso Dhlakama, avant de connaître une trêve en 2014 au moment des élections. À la suite de celles-ci, les affrontements ont repris de plus belle car la Renamo contestait les résultats et n'a pas obtenu ce qu'elle voulait du gouvernement, comme la réintégration des forces de la Renamo dans l'armée régulière. La police et l'armée n'hésitent pas à semer la peur dans les zones où la Renamo est influente (c'est-à-dire principalement le centre du pays). Il y aurait ainsi plus de 15 000 réfugiés mozambicains au Malawi et au Zimbabwe, poussés hors de leur pays par crainte du conflit. Entre 2015 et 2016, les assassinats de figures politiques de la Renamo se sont multipliés : en octobre 2016, Human Right Watch⁴¹ dénombrait une dizaine d'assassinats de membres de la Renamo depuis mars 2015, dont Jeremias Pondeca, un ancien député qui faisait partie de l'équipe de négociateurs chargée des pourparlers de paix organisés depuis fin mai à Maputo entre les deux parties.

La découverte des emprunts cachés a contribué à la reprise des négociations entre le Frelimo et la Renamo : les bailleurs, FMI en tête, exigent, au-delà des explications sur les emprunts secrets, des réformes économiques ainsi que la paix entre les deux ennemis de toujours. En plus d'être une demande des bailleurs, la reprise des négociations vise aussi à rassurer les investisseurs étrangers qui ont ralenti le processus de développement des projets gaziers en attendant de voir l'issue de ce conflit. Les négociations ont donc repris sous l'égide d'une équipe de médiateurs internationaux composée du Vatican, de l'Union européenne, des anciens présidents du Botswana (Quett Masire) et de Tanzanie (Jakaya Kikwete), du gouvernement sud-africain et d'Inter-Mediate, une organisation fondée par Jonathan Powell, ex-directeur de cabinet de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. Après plusieurs prolongations de la trêve entre le gouvernement et la Renamo, Afonso Dhlakama a finalement étendu la

41. « Mozambique: Prominent Opposition Leader Killed », Human Rights Watch, 11 octobre 2016, www.hrw.org.

trêve de manière indéterminée début mai, ce qui indique que les négociations secrètes progressent dans la bonne direction⁴². Le Frelimo pourrait être prêt à faire des concessions de partage du pouvoir sous la forme d'une décentralisation favorable à la Renamo⁴³.

Filipe Nyusi, un président en mal de légitimité

Filipe Nyusi, premier président du Mozambique à être originaire du nord du pays, a été élu le 15 janvier 2015 à la magistrature suprême. Peu charismatique, il n'a été choisi par le Frelimo que parce que les différentes factions du parti pensaient pouvoir le manipuler à leur guise. En outre, les résultats de l'élection qui l'ont porté au pouvoir ont été très contestés du fait de la fraude qui a entaché le processus électoral, menant l'opposition – Renamo comme MDM – à ne pas reconnaître les résultats officiels du scrutin⁴⁴. Né en 1959, n'ayant donc pas participé à la guerre d'indépendance du pays, Filipe Nyusi n'a pas derrière lui une carrière de politicien au fait des subtilités du parti. Il a été choisi par Guebuza comme ministre de la Défense principalement en raison de son appartenance à l'ethnie Maconde, laquelle contrôle l'armée depuis l'indépendance du pays. Avant d'intégrer le gouvernement, Nyusi a effectué sa carrière au sein de la société nationale Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique (CFM) qui gère les ports et les chemins de fer du pays. Il a d'ailleurs placé nombre de ses anciens collègues à des postes d'importance depuis qu'il est devenu président⁴⁵.

Durant les premiers mois de son mandat, Filipe Nyusi a multiplié les discours d'apaisement avec la Renamo, a rencontré Afonso Dhlakama à plusieurs reprises, et est parvenu à un accord informel avec ce dernier au sujet d'une loi de décentralisation⁴⁶. Faisant fi de l'action présidentielle, la commission politique du Frelimo, dont Nyusi ne faisait pas encore partie début 2015, a fait campagne dans les provinces du pays pour dénoncer cet accord et Afonso Dhlakama a fait l'objet de deux tentatives d'assassinat, tandis que le Parlement a rejeté les propositions de la Renamo sur la décentralisation.

42. « Peace Is Starting: Mozambique Opposition Leader Announces Open-ended Ceasefire », *Zitamar News*, 4 mai 2017.

43. S. Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique », *op. cit.* [16].

44. *Mozambique Final Report, General Elections, European Union Election Observation Mission*, 15 octobre 2014, eeas.europa.eu.

45. « Comment les barons du rail ont sauté dans l'express de la présidence », *La Lettre de l'océan Indien*, 13 janvier 2017, www.africaintelligence.fr.

46. J. Hanlon, « Mozambique News Reports & Clippings », 19 mars 2015, www.open.ac.uk.

Actuellement, Filipe Nyusi reste faible politiquement au sein du Frelimo : ses « parrains », des caciques comme les généraux à la retraite Alberto Chipande et Raimundo Pachinuapa, également d'ethnie Maconde, estiment qu'il leur est redevable et continuent d'exercer une influence prédominante sur lui. Néanmoins, Filipe Nyusi a peu à peu placé des hommes de confiance à la tête de l'appareil sécuritaire en remplacement des affidés d'Armando Guebuza : en août 2015, il a nommé Eugenio Roque à la tête de la Casa Militar, la garde présidentielle ; en mars 2016, il a placé Julio dos Santos Jane à la tête des forces de police ; en juin 2016, il a mis Lazaro Henriques Lopes Menete à la tête de l'armée ; en janvier 2017, c'est Lagos Lidimu qui est devenu le nouveau patron des services de renseignements.

Depuis la révélation du scandale des emprunts secrets, des voix dissidentes se font de plus en plus virulentes au sein du Frelimo. Le parti a toujours été divisé selon plusieurs courants (faction de l'ex-président Joaquim Chissano, Guebuzistes convaincus, etc.), mais qui s'affrontaient discrètement. En avril 2016, lors d'une réunion du comité central du Frelimo, d'anciens ministres comme Graça Machel, Sergio Vieira et Thomas Salomão ont réclamé des explications sur ces emprunts et sont allés jusqu'à alerter le parti sur le danger de l'accaparement des richesses nationales qui pourrait le conduire à une défaite aux élections de 2018 (municipales) et 2019 (présidentielle). Filipe Nyusi reste balloté entre ces différentes factions et peine à imposer sa propre ligne au sein du parti⁴⁷.

47. « Le président Nyusi, otage des faucons du Frelimo », *La Lettre de l'océan Indien*, 5 février 2016, www.africaintelligence.fr.

Conclusion

Si la dissimulation d'emprunts de près de 2 milliards de dollars, portés à la connaissance du public par les médias, a contraint les bailleurs à exiger du Mozambique des réformes structurelles pour améliorer la gouvernance économique du pays, le scandale n'est pas encore terminé. Il reste encore à savoir où sont passés les montants empruntés, dont seule une partie a servi à l'acquisition de matériel militaire et naval. La réponse réside dans le fonctionnement même du régime mozambicain, phagocyté par une certaine élite du parti au pouvoir qui a la mainmise sur les ressources du pays. L'implication des services de renseignements, des ministères de l'Intérieur et de la Défense, de l'ex-président Armando Guebuza, qui sont les contacteurs non officiels de ces emprunts, montre que la dissimulation aux bailleurs s'est jouée au plus haut niveau de l'État. Le problème n'est pas seulement le niveau de la dette contractée mais de voir aussi comment certains acteurs sont en capacité d'engager financièrement l'État mozambicain et ainsi générer une dette qui handicape l'avenir du pays.

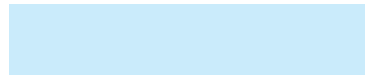
L'ex-président Armando Guebuza – qui dirigeait le pays lorsque les prêts cachés ont été contractés – est le stéréotype même du vétéran de la guerre de libération se revendiquant du marxisme-léninisme mais dont la famille est devenue l'une des plus riches du pays⁴⁸. Ce « capitalisme de *comprador* », un capitalisme local qui sert les intérêts étrangers en ciblant des personnes plutôt que des institutions⁴⁹, vient d'être mis en lumière brutalement par le défaut de paiement du gouvernement mozambicain. En véritable « État *trickster*⁵⁰ », l'élite du Frelimo a su tirer parti de la tolérance (ou de la complicité ?) des bailleurs et consolider ses positions économiques grâce aux alliances avec des sociétés internationales et à d'innombrables ramifications dans un secteur privé en pleine expansion. Les questions sont maintenant de savoir à quelle vitesse le gouvernement mozambicain peut surmonter cette crise de surendettement, s'il peut améliorer sa gouvernance économique et si la thérapie qu'il met actuellement en œuvre est vertueuse non seulement à court terme mais

48. « Les holdings du Frelimo dans les mines », *Africa Intelligence*, 10 décembre 2013, www.africaintelligence.fr.

49. J. Hanlon, « Following the Donor-designed Path to Mozambique's \$2.2 Billion Secret Debt Deal », *Third World Quarterly*, 2016, www.open.ac.uk.

50. J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 17-54.

aussi et surtout à long terme. Alors que certains évoquent un effet « too big to fail » en faisant référence aux gisements de gaz, d'autres s'inquiètent des interactions entre la crise de surendettement et la lutte pour la maîtrise du pactole gazier.



ifri

institut français
des relations
internationales

